

parties du monde depuis la signature de la Charte de l'ONU. Les chefs de gouvernement ont réservé un accueil chaleureux au président du Botswana ainsi qu'aux premiers ministres de la Barbade, du Lesotho, de l'Île Maurice et du Swaziland, dont les pays ont adhéré à l'Association depuis sa dernière réunion.

La République du Nauru devient le premier membre du Commonwealth à titre particulier, investi du droit de participer à toutes les réunions ou toute l'activité organique de celui-ci, et admissible à l'assistance technique. D'autre part les États associés des Antilles, dotés d'un gouvernement pleinement autonome sans être parfaitement indépendants, participent également aux réunions de l'Association. Les chefs de gouvernement ont pris acte de l'activité du Commonwealth dans les domaines qui sont de leur compétence constitutionnelle.

Les chefs de gouvernement font état, avec satisfaction, des dispositions prises depuis leur dernière réunion en vue de permettre à de tout petits États de participer à l'activité de l'Association.

Affaires internationales

Les chefs de gouvernement sont conscients de se réunir à un moment où est sérieusement mise en doute l'efficacité des organisations ou associations internationales. Ils sont unanimes à reconnaître l'importance plus que jamais considérable d'une efficace collaboration entre les nations. Les faiblesses ou insuffisances possibles des instances internationales leur paraissent constituer une raison même de leur renforcement bien plus qu'un motif de découragement de leur endroit. Ils souscrivent une fois de plus aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et disent leur volonté de participer au renforcement de ces institutions et de l'œuvre de l'Organisation, singulièrement en ce qui concerne le maintien de la paix.

Ils notent avec satisfaction la part prise par les pays du Commonwealth dans le développement de la collaboration régionale. Ils reconnaissent d'autre part que c'est notamment par les échanges de vues et la consultation dans le cadre d'associations à caractère plus étendu — le Commonwealth, par exemple — que les membres de celles-ci peuvent se faire une idée plus exacte des problèmes qui se posent aux uns et aux autres et de leur interdépendance sans cesse accrue.

Ayant présentes à l'esprit les considérations qui précèdent, ils passent en revue les grandes questions et les tendances caractéristiques de la conjoncture politique mondiale.

Ils estiment que les principes de la non-ingérence d'un pays dans les affaires intérieures d'un autre, du respect scrupuleux de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les États constituent la pierre angulaire même de l'édifice de la paix mondiale.

Les chefs de gouvernement pensent également que les événements de la Tchécoslovaquie, qui violent à la fois ces principes et la Charte des Nations Unies, tendent aussi à compromettre le respect que l'on doit avoir de l'intégrité territoriale et de l'indépendance souveraine de tous les États et, singulièrement, des petits États.